

céréaliculteurs de notre pays, et non pas quelques vagues possibilités d'élections. Le gouvernement interviendra au moment opportun.

J'ose espérer qu'il voudra encourager tous les ministres provinciaux de l'Agriculture à se joindre à nous pour mettre au point les mécanismes de protection dont l'agriculture a vraiment besoin pour rester une industrie viable.

\* \* \*

### LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, c'est au ministre des Finances que je m'adresse.

L'important, pour les Canadiens, c'est la confiance. Depuis des mois et des mois, le ministre des Finances et le premier ministre déclarent que la taxe sur les produits et services est la seule solution.

Or, le ministre des Finances sait pertinemment qu'outre la taxe sur les produits et services, il y a notamment la taxe unique et la proposition Brooks.

Quand va-t-il enfin dire la vérité aux Canadiens, retirer sa TPS et entreprendre l'étude d'une réforme fiscale véritable en vue d'instaurer un système simple, juste et efficace?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Si nous disons qu'il n'y a rien d'autre, monsieur le Président, c'est que nous avons étudié la proposition Brooks et la taxe unique. Ni l'une ni l'autre ne sont réalistes. Elles obligeraient à accroître considérablement le fardeau fiscal des petites entreprises.

Le député a dit qu'elles simplifieraient le système. Elles le simplifieraient effectivement du fait que le formulaire ne comporterait qu'une seule page. Elles élimineraient un certain nombre d'autres annexes dont les particuliers et les sociétés ont bien besoin pour préparer leur déclaration d'impôt, de façon à éviter les erreurs qui compliquent toute la situation.

Le député voudrait-il que le gouvernement augmente le taux d'imposition des économiquement faibles? Voudrait-il qu'il augmente le taux d'imposition des petites entreprises? Voudrait-il qu'il augmente encore le fardeau fiscal des contribuables et renonce tout à fait à l'impôt sur la consommation?

### Privilège

Le député répond que cela serait de son goût. Si nous agissions ainsi, nous découragerions les gens de travailler, d'épargner et d'investir dans le Canada, toutes choses qui contribuent énormément au développement de l'économie.

\* \* \*

### LES DÉPUTÉS

#### MESSAGE DE MEILLEURS VOEUX

**M. le Président:** J'aimerais changer un instant de sujet. J'espère que la Chambre tout entière souscrita à mon initiative.

Au nom de tous les députés, je tiens à offrir nos meilleurs vœux à l'un de nos collègues, M. Stan Darling, le député de Parry-Sound—Muskoka, qui célèbre aujourd'hui ses noces d'or.

Je trouve que c'est là un événement merveilleux et tout à fait inhabituel.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

### QUESTION DE PRIVILÈGE

#### LES PROPOS TENUS AU COURS DE LA PÉRIODE DES QUESTIONS

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, je vous ai donné avis, pendant la période des questions, de mon intention de poser la question de privilège au sujet d'un événement qui s'est produit pendant cette période qui vient de prendre fin.

Lorsque le député de LaSalle—Émard a fini de poser sa question, la caméra s'est tournée vers vous, monsieur le Président, et votre microphone a été branché. Par conséquent, le pays tout entier a pu voir et entendre le leader du gouvernement à la Chambre hurler à votre oreille. Le pays tout entier l'a vu et entendu. Et chacun peut le revoir et l'entendre à nouveau sur bande.

Certains des propos du leader du gouvernement étaient absolument scandaleux. Je soutiens qu'ils étaient extrêmement choquants parce qu'ils constituaient une tentative flagrante d'ingérence du gouvernement dans les affaires de la présidence.

Le gouvernement réussit peut-être à s'en tirer de la sorte au Sénat, mais on ne devrait pas lui permettre. . .

**M. le Président:** Le député a soulevé cette question dans le cadre d'une question de privilège.